

Unité Inter-départementale Anjou Maine  
Pôle carrières-Matériaux  
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 03 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TRIFAULT Travaux Publics**

Les alouettes  
72260 MAROLLES-LES-BRAULTS

Références : 2022-201\_INSP\_RAP\_JLC\_TRIFAULT Travaux Publics.publiable  
Code AIOT : 0006300512

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement TRIFAULT Travaux Publics implanté Le Champ du Bouc Cornu 72650 LA BAZOGE. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIFAULT Travaux Publics
- Le Champ du Bouc Cornu 72650 LA BAZOGE
- Code AIOT : 0006300512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Il s'agit d'un gisement de pierres de "Roussard", argiles datées du Cénomanien (environ 100 millions d'années), époque Crétacé, exploité sur une hauteur maximum de 7 mètres. Les matériaux extraits en blocs sont utilisés pour la restauration de bâtiments. Les autres peuvent être utilisés pour la réalisation de plate-forme et pour les plus fins, à l'enrobage des canalisations enfouies.

La surface autorisée de la carrière est 43 850 m<sup>2</sup> dont 32 000 m<sup>2</sup> dédiés à l'extraction. La production maximale de matériaux est de 10 000 t/an. La carrière est autorisée pour 20 années jusqu'en 2029.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative;
- Circulation;
- Remblaiement;
- Gestion des déchets d'extraction.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1	/	Sans objet
2	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3	/	Sans objet
3	Remise en état	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 6	/	Sans objet
4	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4	/	Sans objet
5	Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
6	Remise en état	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 2.2	/	Sans objet
7	Remise en état	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

C'est une petite carrière dont la production annuelle réalisée est faible qui réceptionne également des apports de déchets extérieurs. Des améliorations sont possibles notamment concernant la gestion de l'établissement. A noter que la prescription de l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009 qui consiste à réaliser des mesures des émissions sonores tous les 3 ans pourrait faire l'objet d'une demande d'adaptation de la part de l'exploitant au vu de l'éloignement et de la situation du site (milieu boisé) par rapport aux habitations les plus proches.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• son identité,</li> <li>• la référence de l'autorisation,</li> <li>• l'objet des travaux,</li> <li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence

<p>du panneau à l'entrée de la carrière qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'identité de l'exploitant;</li> <li>• la référence de l'autorisation;</li> <li>• l'objet des travaux;</li> <li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li> </ul> <p>Le panneau est caché par la végétation.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit maintenir le panneau visible.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Voies de circulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les voies de circulation internes à l'établissement sont aménagées et dimensionnées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler.</p> <p>Les accès aux installations sont aménagés de façon à éviter de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des secours. Notamment, afin de faciliter, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie doit permettre l'accès à l'installation de traitement sur tout son périmètre.</p> <p>Pendant les horaires d'ouverture de la carrière, les aires de stationnement internes doivent être suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules.</p> <p>La vitesse de circulation est limitée à 15 km/h à l'intérieur de la carrière.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 18 octobre, il n'y avait pas d'activité sur la carrière ni installation de traitement de matériaux, ni véhicule.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les voies de circulation paraissaient aménagées et dimensionnées en tenant compte des véhicules appelés à y circuler.</p> <p>L'accès à l'installation paraît aménagé de façon à faciliter la mise en œuvre des moyens des secours.</p> <p>Il n'y a pas de panneau limitant la vitesse de circulation à 15 km/h à l'intérieur de la carrière.</p> <p>Le panneau à l'entrée de l'exploitation (prescription contrôlée précédemment) indique quant à lui une limitation de la vitesse à 20 km/h.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant est tenu de signaler la limitation de vitesse à 15 km/h sur le site. La limitation de vitesse indiquée sur le panneau à l'entrée de l'exploitation doit être mise en cohérence avec celle prescrite sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Nature des remblais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les seuls déchets admissibles sur le site sont exclusivement les déchets inertes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>17 01 01 (bétons)</li> <li>17 01 02 (briques)</li> <li>17 01 03 (tuiles et céramiques)</li> <li>17 01 07 (mélanges de bétons, briques et céramiques)</li> <li>17 03 02 (mélanges bitumineux, uniquement après test pour s'assurer de l'absence de goudron)</li> </ul>

17 05 04 (terres et pierres y compris déblais)
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 18 octobre, l'inspection des installations classées a constaté sur le site la présence de déchets de béton (code 17 01 01), de déblais (code 17 05 04) et d'un amas d'environ 5 m3 de déchets de bois.</p> <p>Concernant les déchets de bétons, l'exploitant a indiqué qu'ils avaient été stockés par le précédent exploitant. Il a précisé qu'il allait les recycler.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit évacuer les déchets de bois vers une installation autorisée à les recevoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les trois ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 18 octobre 2022, l'exploitant a indiqué spontanément ne pas réaliser de mesures des émissions sonores. Il a indiqué que les premières habitations se situaient à plus de 500 m du site et qu'il ne réalisait une campagne de concassage que très rarement.</p> <p>Post-inspection, l'inspection des installations classées a constaté (sur le site Géoportail) que les premières habitations étaient effectivement à 500 m du site. Elle a également constaté que le site était inséré à l'intérieur (200 m au minimum) d'un massif forestier.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées estime qu'il peut y avoir un impact limité sur les plus proches habitations.</p> <p>L'exploitant doit effectuer les mesures des émissions sonores dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009, préférentiellement lors de campagnes de concassage.</p> <p>L'exploitant peut demander une modification de son arrêté préfectoral d'autorisation avec tous les éléments d'appréciation pour, le cas échéant, adapter les dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage...</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Gestion des déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés</li> </ul>

<p>durant la période d'exploitation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction.</p> <p>Ce plan a été mis à jour en 2022.</p> <p>Il contient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets(01 04 09 Déchets de sable et d'argile) et une estimation de la quantité de déchets d'extraction stockés à ce jour 200 m3 (quantité variable selon le gisement) ;</li> <li>-les stériles de production sont en stock au Nord du site. Ils seront utilisés pour le réaménagement de la carrière ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, et les mesures préventives à prendre pour réduire les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> </ul> <p>Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un stock de déchets d'extraction au nord du site. L'exploitant a indiqué qu'il souhaitait les cribler et les réutiliser à des fins de comblement de tranchées (enrobage des canalisations).</p> <p>La carrière est peu utilisée et il est difficile de distinguer les zones remises en état envahies par la végétation.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit compléter le plan de gestion des déchets d'extraction avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage au Nord du site susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-la confirmation de l'absence de risque majeur au niveau des zones de stockage de déchets.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 6 :** Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/04/2015, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Phase de remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Caractéristiques de la phase 2 de remise en état (2019 - 2024): -remblaiement et remise en état suivant la progression de l'exploitation vers le Sud de l'emprise du projet. -remise en état coordonnée, comblement des dépressions pour se rapprocher du profil naturel initial.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'exploitant a indiqué qu'il y avait très peu d'activité d'extraction et qu'il réceptionnait très peu de déchets. La carrière étant peu utilisée, la végétation a envahi les zones potentiellement remises en état. L'inspection des installations classées n'a pas pu distinguer les zones remises en état de celles à remettre en état.
<b>Observations :</b> L'exploitant est tenu de suivre le phasage d'exploitation de l'autorisation d'exploiter. Toute modification de l'exploitation de l'installation doit être portée à la connaissance de Monsieur le préfet avec les éléments d'appréciation nécessaires (cf. article R.181-46 du code de l'environnement). L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées le plan prévu à l'article 2.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 09-2533 du 3 juin 2009 sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres</li> <li>• les bords de fouille (avancement de l'exploitation),</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.</li> </ul> Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones en cours d'exploitation,</li> <li>• les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,</li> <li>• les zones exploitées en cours de réaménagement,</li> <li>• les futures zones à exploiter.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 :** Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'admission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 18 octobre 2022, le registre n'a pas pu être observé. L'exploitant a indiqué que les apports de matériaux ont été faibles en quantité.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit mettre en place puis tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés les provenances, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et les noms des transporteurs ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. L'exploitant doit fournir ce registre à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit justifier que les déchets apportés et stockés sont inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet